

La politique du P.C.F. est un obstacle aux luttes ouvrières

La journée d'action contre la guerre d'Algérie, organisée par le P.C.F. le 17 octobre dernier, s'est soldée par un échec retentissant. Les compte-rendus de l'« Humanité » elle-même montrent clairement qu'en aucun centre important il n'y eut d'actions de masse. La manifestation de Nîmes, les grèves des mineurs de la Loire ne suffisent pas à faire oublier qu'en aucun quartier de Paris il n'y eut la moindre manifestation véritable. Jamais, depuis des années, la direction du P.C.F. n'avait fait preuve d'une telle incapacité à mobiliser les travailleurs; le 17 octobre, elle n'a même pas pu entraîner tous les militants à la lutte.

Les membres du P.C.F. ont tous profondément ressenti cette carence de leurs dirigeants. Profondément désorientés, beaucoup d'entre eux s'interrogent sur les causes d'une telle situation, sur la nature de la politique suivie par leur parti. Ils avaient pensé et souhaité que, depuis le Comité Central de septembre dernier, quelque chose avait changé dans l'orientation du P.C.F.

LA REVOLUTION PAR LA PAROLE

Le rapport de Léon Feix avait, à cette date, marqué un certain tournant dans la pratique quotidienne du P.C.F. De plus en plus, l'« Humanité », « France-Nouvelle » avaient souligné la nécessité de l'indépendance algérienne. La solidarité avec les jeunes soldats avait retrouvé sa place dans les activités centrales du Parti. Le ton général était devenu plus violent.

Enfin, et surtout, le Comité Central avait adopté le principe d'une journée d'action contre la guerre. Cette forme de lutte bénéficie, au sein du P.C.F. d'un grand prestige, hérité de la lutte contre la guerre du Rif, en 1925. Et, d'ailleurs, une journée de combat peut représenter une étape de la bataille générale. La condition en est qu'elle ait été soigneusement préparée sur le plan organisationnel et politique par une longue campagne préalable, d'agitation et de propagande sans compromissions. De plus, une telle forme d'action ne peut constituer une fin en soi; elle doit préparer un élargissement ultérieur de la lutte à de nouvelles couches de la classe ouvrière.

La journée d'action du 17 octobre n'a jamais été envisagée sous un tel angle par la direction stalinienne. La façon dont elle a été préparée le montre parfaitement. Et, dans ces conditions, toutes les déclarations, si joliment révolutionnaires, d'un Feix perdent l'essentiel de leur valeur; car elles ne modifient en rien la politique du parti.

LA POLITIQUE RESTE LA MEME

L'échec du 17 octobre est le fruit de la politique passée des dirigeants du P.C.F. Bien des travailleurs ont cessé de mettre la lutte contre la sale guerre au premier rang de leurs préoccupations depuis que les manifestations populaires de mars-avril 56 sont retombées sans aide de nulle part. Un grand nombre de militants communistes a compris, dès ce moment, que la faute de cet échec incombait au vote des pouvoirs spéciaux par le groupe communiste. Ils ont raison; et on ne pourrait parler de tournant véritable dans la politique du P.C.F. que si la direction reconnaissait sans ambage l'erreur monstrueuse commise alors.

De cela, il n'est absolument pas question. Il n'est de session parlementaire qui ne se voit se dresser à son banc quelque député communiste désireux de justifier le vote du 12 mars. Et, ce qui est pire encore, l'orientation fondamentale du parti n'a pas changé depuis cette époque. Pourquoi le P.C.F. a-t-il accepté les pouvoirs spéciaux? Pour soutenir les efforts du gouvernement Mollet, représentant de « la majorité électorale du 2 janvier ». Que veut le Bureau Politique à l'heure actuelle? Constituer un très large

gouvernement de tous les partis qui n'approuvent pas inconditionnellement les excès de la politique algérienne. C'est là le but de la lettre adressée aux divers groupes républicains; c'est là aussi le lamentable opportunisme qui caractérise les moindres actions de la direction du P.C.F. Au prix de quelles concessions serait-il possible d'obtenir la constitution d'un gouvernement qui aille du R.G.R. au P.C.F., en passant par le parti de Plevin? Peut-on séparer l'obtention de la paix en Algérie de tous les autres problèmes qui se posent aux masses? L'expérience des deux dernières années, les développements récents de la lutte des masses fournissent réponse à ces questions.

LES TRAVAILLEURS PEUVENT-ILS AGIR POLITIQUEMENT?

Le fond même de tout l'opportunisme parlementaire de Thorez et de son équipe se trouve dans un mépris profond des masses. Toute la pratique de ces staliens prouve qu'à leurs yeux les travailleurs sont incapables de résoudre d'eux-mêmes les difficultés de la situation française. Les ouvriers agissent à l'usine pour les revendications; les militants descendent dans la rue comme ils le peuvent pour montrer que le P.C.F. reste combattif. Mais la forme du gouvernement qui va sortir la France de la crise, ce sont les dirigeants qui en décident en louchant entre Daladier et J.-P. David dans l'aquarium parlementaire.

Voyez plutôt l'expérience de ces trois dernières semaines. Le C.C. avait décidé que le 17 octobre serait une journée de lutte. Surviennent alors les grèves, celle des métaux, le 3 octobre, tout particulièrement. Ouvertement, les travailleurs de plusieurs usines importantes expriment leur désir d'une action d'ensemble, qu'il faudrait préparer immédiatement. Mais c'est le 17 octobre, la lutte contre la guerre d'Algérie que l'on

prépare, pas la grève générale des métaux. Laissons donc Nantes et Saint-Nazaire se battre seuls; elles en ont l'habitude, et cela n'empêchera pas Duclos d'envoyer des lettres aux indépendants d'outre-mer. Tant pis si le mouvement piétine quelque temps.

Dans le cadre de la situation française actuelle, la lutte des travailleurs, quels que soient ses motifs premiers, porte en germe toutes les luttes politiques décisives. Il faut organiser l'action d'ensemble des ouvriers; il faut montrer la liaison entre la guerre d'Algérie et les batailles syndicales; il faut ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs, plus nécessaire que jamais quand les capitalistes ne peuvent s'entendre pour apporter une solution à leur propre crise.

LES RESPONSABILITES DU P.C.F.

A défaut d'une politique d'ensemble, les travailleurs perdront l'initiative. Déjà dans la mesure où ils sont privés de perspectives, ils n'empêchent pas avec une efficacité suffisante les manœuvres de la bourgeoisie. Demain, si cette situation se prolonge, la réaction peut prendre l'offensive, marquer des points, instaurer temporairement au moins un gouvernement « fort ».

C'est le P.C.F. qui porte et portera la responsabilité de tels développements. Sa direction, par sa politique, désarme les travailleurs, qu'elle écarte de l'action politique; elle démoralise les meilleurs militants. Il faut que cela cesse! L'avenir de la classe ouvrière française dépend, dans la période actuelle, de la généralisation des combats partiels et de la création d'une nouvelle direction révolutionnaire, réellement représentative des travailleurs. Ces deux processus sont liés; et la première étape de leur réalisation est une lutte sans merci contre les directions bureaucratiques.

Jean ROBLIN.

Meeting de dernière heure

Tandis que la crise gouvernementale battait son plein, la direction du P.C.F. n'avait rien à dire aux masses, si ce n'est à leur communiquer la lettre de Thorez et Duclos aux partis de « gauche », y compris au R.G.R. et à son président J.-P. David de feu l'organisation « Paix et Liberté », aux immenses affiches anticomunistes reprenant les arguments les plus grossiers et les plus éculés en la matière.

Mais, à proximité du dénouement de la crise ministérielle, voici que les grands « chefs bien-aimés » se réveillent et organisent pour le 24 octobre un grand meeting au Cirque d'Hiver. Comme pour la journée d'action du 17, il s'agit de procéder en toute dernière heure à une opération destinée à apaiser les inquiétudes ou le mécontentement des militants qui attendaient des directives pour mobiliser les travailleurs sur la question gouvernementale. Ils se permettent de le faire tardivement, ayant ainsi fait connaître à Guy Mollet et aux autres combinards de l'échiquier parlementaire qu'ils sont même disposés à entrer dans le jeu... pourvu que ceux-ci fassent « un pas en avant ».

A l'occasion, ils voteront encore des « pouvoirs spéciaux » pour ne pas se couper des socialistes!

«L'Humanité» et le 17 Octobre

S'il est une chose qui n'a pas changé, c'est la façon dont « l'Humanité » rapporte les événements. Le 17 octobre devait être un succès, quoiqu'il arrive. Aussi les rédacteurs de « l'Humanité » ont-ils non seulement gonflé les quelques faibles manifestations qui ont eu lieu dans le cadre de la journée décidée par le Comité Central, mais aussi toutes les autres manifestations

de la lutte de classes qui se sont produites ce jour-là, et notamment toutes les grèves.

La période présente est marquée par une multiplicité de mouvements revendicatifs qui posent — comme nous le mentionnons par ailleurs — la question de la grève générale. Mais rien n'est plus erroné, mensonger, trompeur, que de faire passer ces luttes pour une réponse aux appels du P.C. Dans plusieurs cas même, on nous signale que des ouvriers en lutte ont — sous une forme ou une autre — tenu à ce que leur mouvement ne soit pas identifié à cette journée.

Il faut souligner ce fait en face des versions mensongères de « l'Humanité », car il traduit le manque de confiance de larges masses envers la politique de la direction du P.C.F.

L'an dernier, les militants communistes se plaignaient de ne pas trouver la vérité sur la Pologne ou la Hongrie dans les colonnes de « l'Humanité ». La façon dont a été rapportée la journée du 17 octobre, c'est-à-dire ce qui se passe sous leurs propres yeux, montre avec une évidence criante qu'ils ne peuvent se fier en rien quant aux informations de cette direction, fidèle sur ce point aux meilleurs enseignements staliens.

Dien-Bien-Phu

Dans les déclarations du Bureau Politique du P.C.F. contre Plevin, on pouvait relever le reproche à lui adressé d'avoir amené la France à Dien-Bien-Phu.

Pour Thorez et autres, remplis de « l'honneur national », Dien-Bien-Phu était une défaite pour celui-ci. Pour les militants communistes du rang, ce n'était qu'une défaite de leur propre impérialisme dont ils se sentaient d'autant moins accablés qu'elle avait été infligée par un peuple colonisé arrachant ainsi partiellement son indépendance.